



Conseil de sécurité

Distr. générale
7 décembre 2023
Français
Original : anglais

Mission d'appui des Nations Unies en Libye

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Le présent rapport, soumis en application des résolutions [2510 \(2020\)](#), [2542 \(2020\)](#), [2570 \(2021\)](#), [2647 \(2022\)](#), [2656 \(2022\)](#) et [2702 \(2023\)](#) du Conseil de sécurité, porte sur les faits nouveaux qui se sont produits en Libye sur les plans politique, économique et de la sécurité. On y trouvera également un aperçu de la situation humanitaire et des droits humains dans le pays ainsi que des activités menées par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) depuis la publication du précédent rapport ([S/2023/589](#)), daté du 8 août 2023.

II. Situation politique et questions de sécurité

2. Pendant la période considérée, le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la MANUL en Libye, Abdoulaye Bathily, a redoublé d'efforts pour rassembler les principales parties prenantes libyennes sous l'égide de la MANUL, afin de surmonter les divergences politiques subsistantes et de faciliter un climat propice à la tenue d'élections présidentielle et législatives.

3. Le 6 août, le Haut Conseil d'État a élu à sa présidence Mohammed Takala. Il succède à Khaled Mishri, qui occupait ce poste depuis 2018.

4. Le 27 août, le Premier Ministre du Gouvernement d'unité nationale, Abdulhamid Al Dabiba, a démis Najla El Mangoush de ses fonctions de Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale. La décision a été prise après qu'il est apparu qu'elle s'était entretenue, la semaine précédente, avec le Ministre israélien des affaires étrangères, Eli Cohen, à Rome, entretien qui a suscité de vastes critiques dans toute la Libye. Le Premier Ministre, qui a assumé à titre provisoire la fonction de Ministre des affaires étrangères, a ordonné une enquête sur la situation par une commission dirigée par le Ministère de la justice.

5. Les 10 et 11 septembre, la tempête Daniel a frappé l'est de la Libye, notamment la ville de Derna, provoquant des inondations massives et dévastant des communautés et des infrastructures. Derna a subi des dégâts considérables, à la suite de l'effondrement de deux barrages, qui a entraîné la dévastation de quartiers entiers et d'infrastructures vitales. Au moment de la publication du présent rapport, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) estime que 4 255 personnes ont péri, 8 540 personnes sont portées disparues et 43 000 personnes ont été déplacées.



6. Dans les heures qui ont suivi la catastrophe, 23 équipes de recherche et de sauvetage internationales venues de 12 pays ont été déployées pour épauler les opérations conduites par la Libye. Pendant leur visite à Derna le 16 septembre, le Représentant spécial et la Représentante spéciale adjointe (Coordonnatrice résidente et Coordonnatrice de l'action humanitaire) ont mené une première évaluation des dégâts, rencontré des habitants sinistrés et leur ont fait part de la solidarité et des condoléances de l'ONU. Le Représentant spécial a félicité les dirigeants municipaux et les Libyens sur l'ensemble du territoire d'avoir fait preuve d'unité et de solidarité face à la catastrophe et a demandé aux dirigeants politiques libyens de suivre leur exemple. Dans un remarquable élan de solidarité, plusieurs groupes armés de l'ouest du pays ont dépêché des éléments et du matériel dans la région de l'est à l'appui des efforts d'urgence.

7. En réponse aux appels généralisés lancés par les populations sinistrées aux responsables pour qu'ils répondent de leurs actes, le gouvernement désigné par la Chambre des députés a démis de ses fonctions le maire de Derna le 14 septembre. Le Procureur général basé à Tripoli, Siddiq al-Sour, a pour sa part annoncé le 15 septembre l'ouverture d'une enquête pour établir les causes de la catastrophe. Le 18 septembre, à la suite de manifestations publiques au cours desquelles les personnes présentées ont exigé des autorités qu'elles rendent des comptes et le domicile du maire de Derna a été incendié, le Ministère des collectivités locales du gouvernement désigné par la Chambre des députés a publié la décision n° 60 de 2023 portant dissolution du conseil municipal de Derna et demandant l'ouverture d'une enquête sur ses membres. Le 25 septembre, le Procureur général a ordonné l'arrestation du maire de Derna qui avait été limogé, ainsi que de plusieurs responsables locaux, anciens et actuels, notamment des autorités chargées de l'eau et des barrages, pour soupçons d'abus de pouvoir et de détournement de fonds publics. Le maire de Derna a été arrêté par la suite par la Direction générale des enquêtes criminelles basée à Benghazi.

8. Dans une déclaration publiée le 2 octobre, le Représentant spécial s'est dit préoccupé par les initiatives parallèles prises par des acteurs et des institutions libyens dans l'est et l'ouest, se disputant le contrôle de la gestion des fonds de reconstruction pour Derna et d'autres zones touchées par les inondations. Il a noté également que ces initiatives unilatérales aggravaient les divisions existantes et entravaient les efforts de reconstruction. Il a demandé à toutes les autorités nationales et locales concernées et aux partenaires internationaux de la Libye de faciliter la conclusion d'un accord sur une plateforme nationale libyenne unifiée, visant à encadrer les efforts de relèvement et de reconstruction de manière transparente et responsable, sur la base d'une évaluation objective des dégâts, des besoins et des exigences sur le terrain.

9. L'état général de la sécurité en Libye est demeuré précaire. Des affrontements armés ont été signalés dans des zones densément peuplées de Tripoli, de Benghazi et de la ville de Ghariyan, dans l'ouest, mettant en évidence la fragmentation persistante des entités chargées de la sécurité et l'absence de commandement et de contrôle. Le sud-ouest a connu une escalade des hostilités entre l'Armée nationale tchadienne et des groupes armés d'opposition tchadiens opérant le long de la frontière. Parallèlement, l'Armée nationale libyenne aurait mené des frappes aériennes contre des groupes d'opposition tchadiens opérant depuis le sud de la Libye.

A. Progression des volets du dialogue intralibyen

10. Sur le plan politique, en collaboration avec la Haute Commission électorale nationale, la MANUL a continué d'appuyer les travaux du Comité 6+6 créé par la

Chambre des députés et le Haut Conseil d'État pour officialiser les lois électorales. Le Représentant spécial a encouragé le Comité à remédier aux défaillances constatées dans les projets de lois électorales établis par ce dernier sous leur forme définitive à Bouznika (Maroc) le 6 juin, sur la base du retour d'informations de la MANUL et de la Haute Commission. Il s'est également entretenu avec le Président du Haut Conseil d'État pour obtenir de son institution qu'elle s'attache à débloquer l'impasse politique actuelle et à conclure les travaux du Comité.

11. Le 2 octobre, la Chambre des députés a adopté les lois électorales révisées que le Comité 6+6 lui avait soumises de nouveau le 27 septembre. Le 4 octobre, le Haut Conseil d'État a rejeté les lois approuvées par la Chambre, avalisant à la place la version antérieure du Comité 6+6 qui avait été parachevée à Bouznika (Maroc) en juin 2023. Il a également demandé à ses membres de se retirer du Comité. Il aurait contesté les modifications unilatérales apportées aux lois par le Comité, comme les dispositions autorisant la participation d'officiers militaires au processus électoral.

12. Le 5 octobre, le Président de la Chambre des députés, Aguila Saleh, a promulgué les lois adoptées en tant que loi n° 27 de 2023 et loi n° 28 de 2023 et chargé la Haute Commission électorale nationale de les appliquer. Le même jour, le Président du Haut Conseil d'État a adressé des lettres distinctes au Représentant spécial, au Président de la Chambre et au Président de la Haute Commission, déclarant que l'adoption des lois électorales révisées constituait une violation de l'amendement constitutionnel n° 13. Il a également demandé à la Haute Commission de s'abstenir d'appliquer les lois électorales adoptées par la Chambre.

13. Dans une déclaration du 6 octobre, la MANUL a accusé réception de la note officielle que lui avait adressée le bureau du Président de la Chambre des députés avec, en pièce jointe, le texte des lois électorales approuvées. Elle a souligné qu'elle respectait l'appropriation nationale de solutions politiques, tout en notant qu'elles devaient être consensuelles et applicables afin de veiller à la fluidité du processus électoral.

14. Le 9 octobre, la Haute Commission électorale nationale a accusé réception du texte des lois n° 27 de 2023 et n° 28 de 2023, affirmé qu'elle était prête d'un point de vue technique à entamer le processus électoral et préconisé une participation politique plus large pour en garantir le succès. Le 10 octobre, le Représentant spécial s'est entretenu avec le Président de la Haute Commission, qui l'a informé que cette dernière ne commencerait pas à mettre en œuvre le processus électoral tant que la question de la formation d'un nouveau gouvernement avant les élections, envisagée dans les lois adoptées, n'était pas réglée. Le texte des lois électorales a été publié au *Journal officiel* le 1^{er} novembre.

15. Si l'adoption des lois électorales a permis de remédier à plusieurs défaillances techniques, précédemment mises en évidence par la Haute Commission électorale nationale et la MANUL, la plupart des litiges politiques n'ont pas été réglés. Il s'agit notamment de tenir obligatoirement un second tour de l'élection présidentielle, de lier les élections législatives au succès de l'élection présidentielle, de former un gouvernement unifié pour conduire le pays vers des élections et d'inclure pleinement les Libyens, notamment les femmes et toutes les composantes culturelles.

16. Le Représentant spécial a continué de se concerter activement avec les principales parties prenantes pour rassembler les principaux dirigeants politiques afin de résoudre les questions litigieuses subsistantes relatives à la mise en place du processus électoral par la voie d'un règlement politique. À la suite de vastes consultations et d'une navette diplomatique intensive entre les principales parties prenantes institutionnelles, le Représentant spécial a annoncé, le 23 novembre, qu'il avait invité le Conseil présidentiel, la Chambre des députés, le Haut Conseil d'État,

le Gouvernement d'unité nationale et le commandement général de l'Armée nationale libyenne à participer à une prochaine réunion afin de parvenir à un règlement sur les litiges politiques. À cette fin, il a demandé aux parties prenantes institutionnelles de désigner des représentants qui participeraient à une réunion préparatoire. Dans l'optique d'un processus politique inclusif, il a annoncé qu'il mènerait, en parallèle, des consultations ciblées avec un large éventail de parties prenantes libyennes, y compris les partis politiques, les acteurs militaires, les entités chargées de la sécurité, les chefs traditionnels et les notables, les composantes culturelles et linguistiques, des universitaires, des jeunes, des femmes et des membres de la société civile, pour veiller à ce que leurs propositions soient prises en compte par les parties prenantes institutionnelles au moment des négociations.

17. Lors d'une visite à Zaouiya le 8 août, le Représentant spécial a rencontré des dirigeants politiques et militaires et des représentants de la société civile, dont des femmes et des jeunes. Les entretiens ont porté sur la nécessité de rétablir la sécurité dans la ville et de favoriser un dialogue en vue d'un accord politique. Le 4 septembre, il s'est entretenu avec le général Khalifa Haftar à Benghazi de l'importance d'établir des institutions libyennes unifiées, légitimes et responsables, y compris une armée libyenne unifiée. Le 7 septembre, il a eu des pourparlers avec le Ministre de l'intérieur par intérim, Imad Trabulsi pendant lesquels il a souligné l'importance pour le Ministère de se concerter avec les entités chargées de la sécurité pour réduire le risque de conflit, renforcer la protection des civils et encourager un climat propice à des élections pacifiques.

18. Sur le plan économique, la MANUL s'est félicitée de l'annonce faite le 20 août, par le Gouverneur de la Banque centrale de Libye, Saddek Elkaber, et le Vice-Gouverneur de la filiale établie dans l'est, Maree Moftah al-Baraasi, au sujet de la réunification de la Banque centrale, laquelle a formé par la suite des comités chargés d'examiner les principaux aspects techniques de la réunification, tels que l'intégration des systèmes de règlement et des dépôts bancaires entre les sections établies à l'ouest et à l'est.

19. Le Haut Comité financier, créé par le décret présidentiel n° 18 du 6 juillet pour garantir la transparence des dépenses publiques et l'allocation équitable des ressources, s'est réuni le 20 août à Misrata, le 3 septembre à Sabha et le 16 octobre à Tripoli. Pendant les six réunions, les membres du Haut Comité, nommés par neuf institutions représentant les trois régions du pays, se sont entendus sur un règlement intérieur et un budget spécial de 18 milliards de dinars libyens (3,7 milliards de dollars) consacré à des projets de la National Oil Corporation en 2023. Le Haut Comité a également parachevé l'examen des décisions relatives aux salaires et aux dépenses de fonctionnement pour 2023. Le 1^{er} septembre, le Vice-Gouverneur de la Banque centrale a cependant démissionné du Haut Comité, estimant que la création de cet organe était contraire à la législation libyenne et aux termes de l'Accord politique libyen de 2015.

20. Sur le plan de la sécurité, la MANUL a continué d'appuyer les mesures prises par la Commission militaire conjointe 5+5 et l'application de l'accord de cessez-le-feu de 2020. Le 3 septembre, le Représentant spécial s'est entretenu avec la Commission à Tripoli de la nécessité de convenir d'un code de conduite pour les entités chargées de la sécurité et d'y adhérer afin de veiller à ce qu'elles respectent les droits humains pendant le processus électoral.

21. Du 7 au 9 novembre, la MANUL a organisé un atelier à Tunis à l'intention de la Commission militaire conjointe 5+5, en présence du Représentant spécial et des Coprésidents du groupe de travail sur la sécurité (France, Italie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Union africaine). Les participants ont examiné les progrès accomplis à ce jour sur le plan de la sécurité ainsi que les

difficultés rencontrées dans l'application de l'accord de cessez-le-feu du 23 octobre 2020, notamment en ce qui concerne le retrait des combattants étrangers, des forces étrangères et des mercenaires de Libye.

B. Comité international de suivi de la situation en Libye issu du processus de Berlin

22. Le Comité international de suivi de la situation en Libye issu du processus de Berlin et ses groupes de travail ont continué de servir de cadre général pour l'appui international aux volets du dialogue intralibyen.

23. Le 28 septembre, à la suite de la catastrophe humanitaire causée par les inondations survenues dans l'est de la Libye, les Coprésidents du groupe de travail sur le droit international humanitaire et les droits humains (Royaume des Pays-Bas, Suisse et Organisation des Nations Unies) ont publié une déclaration appelant à l'unité d'action et à une direction morale qui accorde la priorité aux droits humains et à la dignité des personnes. Ils ont souligné qu'une intervention humanitaire dirigée par des civils était primordiale pour protéger et aider les personnes sinistrées dans les zones dévastées d'une manière transparente, efficace et fondée sur les droits.

24. Le 9 octobre, les Coprésidents du groupe de travail économique (Égypte, États-Unis d'Amérique, Union européenne et Organisation des Nations Unies) se sont entretenus du rôle de la communauté internationale dans l'appui à une démarche libyenne unifiée concernant l'action de reconstruction à Derna et dans d'autres zones touchées, ainsi que du rôle des entités libyennes existantes pour veiller à la transparence de ces efforts et aux questions de responsabilité.

25. Le 30 novembre, les Coprésidents du groupe de travail sur le droit international humanitaire et les droits humains ont convoqué les Coprésidents des autres groupes de travail pour examiner l'intégration des droits humains à tous les volets du processus de Berlin, dans le cadre du suivi de la séance plénière de haut niveau du groupe de travail sur le droit international humanitaire et les droits humains qui s'est tenue à Tripoli le 22 mai.

C. Concertations internationales et régionales

26. Le Représentant spécial a poursuivi ses concertations avec les acteurs régionaux et internationaux afin de mobiliser un appui à des solutions dirigées et contrôlées par les Libyens comme moyen de débloquer l'impasse politique. Le 18 septembre, il a informé à distance des représentants des pays suivants : Algérie, Allemagne, Égypte, Émirats arabes unis, États-Unis, France, Italie, Maroc, Qatar, Royaume-Uni, Qatar et Türkiye, lors de consultations tenues en marge de l'Assemblée générale. Le 21 et le 23 août, il a rencontré des représentants de la Chine et de la Fédération de Russie, entre autres États Membres, à New York, en marge de son exposé au Conseil de sécurité. Ces entretiens ont porté sur les moyens de promouvoir le consensus politique nécessaire au succès des élections libyennes. Il a également poursuivi ses concertations avec des représentants du corps diplomatique en Libye, notamment lors d'une réunion tenue le 19 septembre sur le projet de dialogue politique, élaboré conjointement par la MANUL et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

27. Le 28 septembre, le Représentant spécial s'est entretenu avec le Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, et plusieurs ambassadeurs ou représentants permanents auprès de l'Union européenne à Bruxelles. Un large accord s'est dégagé sur la nécessité d'une gestion

transparente et responsable des fonds de reconstruction en Libye. En octobre, il a rencontré des représentants des Émirats arabes unis, du Qatar et de la Türkiye pour solliciter leur appui, afin d'encourager les dirigeants libyens à trouver une solution à l'impasse politique prolongée.

D. Situation dans l'ouest de la Libye

28. Les 14 et 15 août, des affrontements armés ont opposé l'Organe de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée à la 444^e brigade dans plusieurs quartiers densément peuplés de Tripoli, faisant au moins 55 morts et plus de 100 blessés, dont des civils. Ils ont éclaté à la suite de l'arrestation par l'Organe du commandant de la brigade, Mahmoud Hamaza à l'aéroport de Mitiga, dans un contexte de tensions accrues entre les deux groupes, suscitées par des rivalités individuelles, des contrôles territoriaux et des ressources financières. Une trêve a été négociée conjointement par des notables locaux à Souk el-Joumaa, quartier d'origine des chefs des deux groupes, le Premier Ministre Dabiba, le Conseil présidentiel, le chef d'état-major de l'armée libyenne, Mohammed al-Haddad, et des chefs d'autres groupes armés basés à Tripoli.

29. Le 29 octobre, des accrochages ont éclaté entre des groupes armés locaux à Ghariyan, située à 100 kilomètres au sud de Tripoli, apparemment suscités par la tentative d'un ancien chef militaire local, Adel Daab, qui avait quitté la ville pendant le conflit de 2019, d'y retourner. Le même jour, le Premier Ministre Dabiba, en sa qualité de Ministre de la défense, a mis en place une salle d'opérations conjointe, composée notamment d'éléments de la 111^e brigade, du Service général de sécurité et de la 444^e brigade, chargée notamment de sécuriser Ghariyan, ainsi que « toutes les zones de l'ouest et du sud-ouest ». Les forces affiliées au Gouvernement d'unité nationale ont ensuite pris le contrôle de Ghariyan et se seraient déployées au sud et au sud-ouest de la ville.

30. L'état de la sécurité le long de la route côtière occidentale s'est stabilisé au cours de la période considérée. À la suite des opérations aériennes menées par le Gouvernement d'unité nationale à Zaouiya en mai et en juin 2023, en coordination avec le commandant de la zone militaire de la côte ouest, le Bureau du Procureur général a appliqué des mesures judiciaires et de sécurité contre les réseaux de trafic de drogue et de contrebande de carburant.

E. Situation dans l'est de la Libye

31. Au lendemain de la tempête Daniel, plusieurs groupes armés de la région de l'ouest ont dépêché des éléments et du matériel dans la région de l'est pour épauler les opérations d'intervention face à la crise. Le 16 septembre, le chef d'état-major général de l'armée libyenne aurait déployé des unités sous le commandement du chef d'état-major des forces navales, de la garde côtière et des services de sécurité portuaire, pour participer aux efforts de recherche et de sauvetage au large des côtes de la région de l'est. Pendant plus de 10 jours, des unités des forces armées dans l'ouest et de l'Armée nationale libyenne ont conjugué leurs efforts pour aider la population touchée par les inondations.

32. Le 6 octobre, une tentative de l'Armée nationale libyenne d'arrêter l'ancien Ministre de la défense du Gouvernement d'entente nationale, Mahdi al-Barghathi, qui rentrait à Benghazi a suscité de violents affrontements entre l'Armée nationale libyenne et des groupes armés affiliés à Barghathi. Les combats, qui se sont déroulés dans des zones densément peuplées de la ville, ont fait un nombre indéterminé de morts et de blessés parmi les civils, causé des dégâts matériels et entraîné la rupture des lignes téléphoniques pendant cinq jours et l'interruption des services Internet

pendant sept jours. Des dizaines de personnes sont toujours portées disparues et l'on ignore tout de leur sort, ainsi que celui de l'ancien Ministre. L'Armée nationale libyenne aurait remis au moins trois corps aux familles, dont celui d'un fils de l'ancien Ministre, qui porterait des traces de torture.

F. Situation dans le sud de la Libye

33. En août, de violents affrontements ont opposé l'Armée nationale tchadienne à des groupes armés d'opposition tchadiens opérant le long de la frontière tchado-libyenne dans le sud-ouest de la Libye. Le 16 et le 18 août, l'armée de l'air tchadienne a lancé des frappes de drones sur des positions situées à la frontière du Conseil de commandement militaire pour le salut de la République et du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad. À la suite des frappes aériennes, le Front a confirmé 16 morts et le Conseil de commandement militaire a annoncé le décès de son président, Rashid Mohammad Taher Saleh, et de son conseiller, Younis Muhammad Souqa. L'escalade faisait suite à une attaque lancée contre des positions des forces tchadiennes dans le nord du Tchad le 12 août, dont la responsabilité a été revendiquée par le Conseil de commandement militaire.

34. Le 21 août, le porte-parole de l'Armée nationale libyenne a annoncé que le général Khalifa Haftar avait donné pour instruction à la Force des opérations dans le sud de lancer le « plan de sécurité du sud-ouest » visant à « protéger la frontière de la Libye avec les pays voisins, en particulier ceux en proie à des conflits et à des crises sur le plan de la sécurité ». Le 25 août, l'Armée nationale libyenne a indiqué avoir mené des frappes aériennes le long de la frontière avec le Tchad, visant des positions des groupes armés d'opposition tchadiens près de points de passage de la frontière et quelques localités du sud, dont Qatroun. L'Armée nationale libyenne a maintenu, depuis, une présence renforcée le long de la frontière sud-ouest de la Libye avec le Niger et le Tchad.

G. Organisations extrémistes violentes

35. Aucune activité importante d'organisations extrémistes violentes n'a été signalée. La porosité des frontières libyennes continue toutefois d'exposer le pays aux réseaux criminels et aux organisations extrémistes violentes qui sont à la recherche d'un sanctuaire. Des inquiétudes subsistent quant à la crise au Soudan et à l'instabilité dans le bassin du lac Tchad, susceptibles de favoriser de telles opérations.

H. Situation économique

36. La Libye a maintenu une production pétrolière régulière d'environ 1,2 million de barils par jour, malgré une brève fermeture des ports d'exportation à la suite de la tempête Daniel. Le réseau énergétique national s'est considérablement stabilisé au cours de l'année par la voie de l'assistance technique internationale, mais il est encore entièrement tributaire des combustibles fossiles. La Banque mondiale prévoit pour 2023 un rebond de la croissance de 14,1 %. La forte production d'hydrocarbures accélère l'activité industrielle et l'augmentation des salaires dans la fonction publique stimule les services. À court et moyen terme, la stabilisation de la production pétrolière et les cours élevés du pétrole devraient stimuler la croissance. L'économie devrait croître à un rythme régulier de 4,7 % en 2024 et de 4,8 % en 2025.

37. Les dégâts considérables causés aux infrastructures dans la région de l'est par la tempête Daniel ont désorganisé l'approvisionnement en biens et services essentiels, ce qui a entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires. La perte de terres

arables et de ressources en eau peut considérablement entraver le bien-être socioéconomique de la population locale, notamment des migrants, des personnes déplacées et des réfugiés.

38. Le 12 septembre, le Gouvernement d'unité nationale a annoncé qu'il allouerait 2 milliards de dinars libyens (410 millions de dollars) au Fonds de reconstruction Benghazi-Derna à la suite de la catastrophe. Le 14 septembre, la Chambre des députés a adopté la loi n° 25 prévoyant un budget d'urgence de 10 milliards de dinars libyens (2,4 milliards de dollars), qui sera géré par le Haut Comité chargé des urgences et des interventions rapides, présidé par le Premier Ministre désigné par la Chambre, Oussama Hamad. Le 19 septembre, le Président du Haut Conseil d'État a officiellement contesté l'adoption d'un budget d'urgence par la Chambre, invoquant des questions de procédure et de fond.

39. Plus tôt, le 5 septembre, la Chambre des députés avait adopté une loi de finances nationale de 89 milliards de dinars libyens (18 milliards de dollars) pour 2023, soumise par le gouvernement désigné par la Chambre des députés. Dans une déclaration, la Chambre a critiqué les dépenses approuvées par le Haut Comité financier, disant qu'elles constituaient des violations des lois de finances de l'État et du principe de séparation des pouvoirs.

III. Autres activités de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye

A. Appui électoral

40. La MANUL et le PNUD ont continué d'apporter un appui technique à la Haute Commission électorale nationale pour l'organisation des élections nationales et locales. La MANUL a également prodigué des conseils techniques au Comité 6+6, qui a remédié à plusieurs défaillances constatées dans les versions antérieures des lois électorales promulguées par la Chambre des députés le 5 octobre.

41. Les révisions aux projets de loi comprenaient un changement dans le déroulement des élections, celles au Sénat devant avoir lieu en même temps que le premier tour de l'élection présidentielle, tandis que celles à la Chambre des députés se tiendraient en même temps que le second tour de l'élection présidentielle. La loi parlementaire a conservé cependant l'attribution de six sièges seulement à des femmes au Sénat, soit 6,6 % du total des sièges (90), bien en-deçà des 20 % prévus pour les élections législatives dans l'article 30 de l'amendement n° 13 à la Déclaration constitutionnelle. Il convient de noter que des militaires peuvent se porter candidats, sous réserve d'avoir démissionné de leurs fonctions militaires. Les candidats ayant la double nationalité sont autorisés à se présenter au premier tour de l'élection présidentielle, mais doivent renoncer à leur nationalité étrangère pour se présenter au second tour.

42. Sur le plan des élections locales, le Comité central des élections locales de Tripoli a mis fin aux accords contractuels passés en août avec les membres du personnel à la suite de la promulgation de la loi n° 20 de 2023 le 10 juillet, qui confiait à la Haute Commission électorale nationale l'organisation des élections aux conseils municipaux. Le Comité central dans la région de l'est a continué d'administrer quelques élections ayant trait aux conseils municipaux sur la base de l'article premier de la loi n° 20 de 2023, qui dispose que l'organisation d'élections dans les municipalités doit se poursuivre lorsque l'inscription des candidats aux élections a déjà commencé.

43. Les inondations à Derna ont gravement endommagé les locaux de la Haute Commission électorale nationale, laquelle a fourni des bureaux temporaires préfabriqués et envisagé, en coopération avec l'ONU, de réapprovisionner le bureau de Derna en mobilier et en matériel.

B. Droits humains, justice transitionnelle et état de droit

44. Au cours de la période considérée, les autorités et les entités chargées de la sécurité ont continué de procéder à des arrestations et à des détentions arbitraires. Le 20 août, les forces affiliées à l'Armée nationale libyenne ont encerclé Syrte et la ville voisine de Qasr Abou Hadi, avant les célébrations de la « révolution » du 1^{er} septembre 1969. Du 20 août au 7 septembre, les forces affiliées à l'Armée nationale libyenne ont procédé à la détention arbitraire d'une cinquantaine d'hommes, à des démolitions partielles d'habitations et à des expulsions forcées de fidèles de Kadhafi à Syrte. Le 1^{er} octobre, deux membres de partis politiques et deux membres d'un institut de recherche ont été arrêtés et détenus à Benghazi par l'Agence de sécurité intérieure, prétendument pour avoir critiqué l'Armée nationale libyenne à la suite de la tempête Daniel. Ces arrestations mettent en évidence une tendance persistante à ce qui pourrait constituer un déni des droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique.

45. À la suite des affrontements armés qui ont éclaté à Tripoli les 14 et 15 août entre l'Organe de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée et la 444^e brigade, le Centre médical des urgences et de l'appui a fait état de 55 morts, dont un civil, et de 146 blessés, dont 11 civils. Des infrastructures et des entités civiles, dont une ambulance, ont été touchées au cours de tirs indiscriminés entre groupes armés rivaux. La MANUL a confirmé deux exécutions extrajudiciaires commises par la 444^e brigade.

46. Le 7 octobre, une roquette a été tirée par des personnes indéterminées sur le bâtiment de la chaîne de télévision Tanouch à Tripoli. Elle n'a fait aucune victime mais le bâtiment a été endommagé. L'attaque fait ressortir la situation précaire des journalistes et des travailleurs des médias en Libye.

1. État de droit

47. La MANUL a continué de contribuer au renforcement des capacités des institutions libyennes chargées de faire respecter l'état de droit. Du 15 au 17 septembre, avec le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité, elle a organisé une réunion sur la réforme du système de justice militaire libyen, à laquelle ont participé de hauts responsables des systèmes de justice militaire de la Libye, de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie. Les 16 et 17 octobre, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et le Bureau du Procureur général, la MANUL a organisé un séminaire à Tripoli sur l'utilisation de la technologie moderne pour améliorer l'efficacité et l'efficience du ministère public.

2. Privation de liberté, détention et torture illégales

48. Lors d'une visite au centre de détention Jdeïdé pour femmes à Tripoli le 13 août 2023, la MANUL s'est entretenue avec des détenues qui ont déclaré avoir été soumises à des actes de torture, à des mauvais traitements et à des violences sexuelles, mises à l'isolement, séparées de leurs enfants et privées des garanties d'une procédure régulière et d'un procès équitable en raison de leur association présumée avec l'EIL (Daech). Le 20 août, la MANUL a transmis une lettre au Ministre de la justice, pour lui demander de se pencher sur la situation de ces détenues.

49. Selon les statistiques officielles du Ministère de la justice, au 17 octobre, 18 029 personnes étaient privées de liberté dans 31 prisons officielles relevant de son autorité. Ces statistiques ne recouvrent pas les personnes détenues dans les prisons de Mitiga à Tripoli et de Gernada à Benghazi, ni celles retenues dans les centres de détention pour migrants relevant de l'autorité du Ministère de l'intérieur ou dans des lieux de détention non officiels qui sont sous le contrôle de groupes armés.

50. Du 12 au 14 septembre, la MANUL a organisé un atelier à Tripoli sur le traitement des violations des droits humains dans le contexte de la privation de liberté. Des représentants des bureaux du Procureur général et du Procureur militaire, de la police judiciaire, du Barreau et des Ministères de l'intérieur, de la défense et de la justice, ainsi que des directeurs de prison, des experts juridiques et des acteurs de la société civile se sont entendus sur la nécessité d'établir un mécanisme conjoint pour traiter et prévenir les violations des droits humains des personnes se trouvant en détention.

3. Migrants et réfugiés

51. La situation humanitaire et des droits humains, notamment en ce qui concerne la protection des migrants et des réfugiés, est demeurée très préoccupante. Le 6 septembre, le Ministre de l'intérieur a annoncé des plans visant à installer un système de surveillance électronique à la frontière avec la Tunisie afin de remédier aux expulsions, refoulements et déplacements constants de migrants à la frontière entre les deux pays. Il a également mis l'accent sur la coordination en cours avec le Gouvernement tunisien dans les zones frontalières.

52. Les expulsions de migrants et de demandeurs d'asile de la Tunisie vers la Libye se sont poursuivies tout au long de la période considérée, tout comme les expulsions et les refoulements de la Libye vers les pays voisins, principalement l'Égypte et le Soudan. Depuis le mois de juin 2023, 5 610 migrants et réfugiés ont été interceptés par les gardes-frontières libyens, les douaniers et le Service de la lutte contre l'immigration illégale à la frontière avec la Tunisie. En tout 29 décès ont été signalés et plus de 80 personnes étaient portées disparues. Au 30 novembre, 352 migrants et réfugiés de 16 nationalités différentes en provenance de la Tunisie étaient détenus au centre d'Assa (323 hommes, 21 femmes et 8 enfants) du côté libyen de la frontière, des personnes étant régulièrement transférées dans des centres de détention gérés par le Service à Tripoli ainsi que dans des centres de détention non officiels auxquels ni la MANUL ni les partenaires humanitaires n'ont accès. Les organismes des Nations Unies ont continué de fournir une assistance humanitaire vitale aux personnes détenues à Assa et dans d'autres centres de détention à Tripoli, y compris une assistance médicale, alimentaire et de protection d'urgence.

53. Les migrants ont été parmi les groupes les plus vulnérables à avoir été touchés par la tempête Daniel. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 500 travailleurs migrants étaient portés disparus au 30 novembre et 429 autres avaient perdu la vie à cause des inondations. Parmi les 44 862 personnes déplacées par la tempête Daniel, 1 715 sont des migrants.

54. La Libye est restée à la fois un pays de destination et de transit pour les migrants et les demandeurs d'asile vers l'Europe. Selon l'OIM, le nombre de migrants en Libye s'élevait à 704 369 en novembre. Le nombre de migrants tentant la traversée de la Méditerranée depuis la Libye a continué d'augmenter. Au 25 novembre, 15 057 personnes, dont des femmes et des enfants, avaient été interceptées et refoulées en Libye depuis le début de l'année. En outre, 939 personnes avaient péri et 1 248 avaient été portées disparues en mer du 1^{er} janvier au 25 novembre. Les migrants et les réfugiés qui ont débarqué dans les ports de Libye auxquels les organismes humanitaires des Nations Unies ont accès ont reçu des articles de première nécessité,

ainsi que des services de soins de santé et de protection. Bon nombre de migrants interceptés ont par la suite été transférés dans des centres de détention auxquels l'Organisation n'a qu'un accès limité et d'autres dans des centres de détention non officiels auxquels l'ONU et les acteurs humanitaires n'ont pas accès.

4. Groupes en situation de vulnérabilité

55. La MANUL a continué de suivre les informations faisant état d'expulsions forcées et de démolitions illégales à Benghazi. Dans une déclaration publiée le 4 septembre, des experts titulaires de mandats relevant des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme ont demandé à l'Armée nationale libyenne de cesser l'expulsion forcée d'habitants et la démolition de logements dans le centre de Benghazi, et de mettre fin aux représailles contre ceux qui dénoncent les expulsions. D'après la déclaration, plus de 20 000 habitants de Benghazi ont été expulsés depuis le mois de mars 2023.

56. Le 11 septembre, la MANUL a facilité une consultation à Tripoli avec des personnes déplacées de Benghazi sur des questions liées au logement et aux droits fonciers et de propriété, ainsi que sur les liens entre les déplacements forcés et les violations des droits de propriété. Les résultats de la consultation, ainsi que ceux des discussions en groupe à Benghazi le 12 novembre, ont été présentés à Tripoli le 25 novembre, en présence d'experts juridiques, de personnes déplacées et de représentants de l'Autorité d'enregistrement des biens immobiliers et de l'Autorité des biens de l'État.

57. Le 17 septembre, la brigade Tareq ben Ziyad, affiliée à l'Armée nationale libyenne, a démantelé un site à Benghazi destiné aux personnes déplacées de Taouargha, qui abritait 700 familles. Le site avait été évacué le 12 septembre en raison du risque d'inondation. À leur retour, les habitants ont eu 24 heures pour quitter le site, qui devait être démoli par la suite.

5. Justice transitionnelle et réconciliation fondée sur les droits

58. La MANUL a continué d'aider les autorités libyennes à établir un plan d'action axé sur les droits humains, dirigé et contrôlé au niveau national, en vue de l'application des recommandations de la Mission indépendante d'établissement des faits sur la Libye. Les 4 et 5 octobre, la MANUL a organisé un atelier sur la formulation du plan d'action, auquel ont participé des représentants du Ministère de la justice, du Haut Institut judiciaire, du Comité national d'établissement des rapports sur les droits humains et du Comité du droit international humanitaire.

C. Secteur de la sécurité

1. Appui à la planification d'un dispositif de sécurité provisoire et à l'unification des forces de sécurité

59. La MANUL a continué de faire avancer les pourparlers sur les activités préalables au processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration avec des représentants du Gouvernement d'unité nationale et de la communauté internationale, notamment dans le cadre du groupe de travail au niveau technique sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration, lequel s'est réuni le 18 août et le 11 novembre à Tunis. Les entretiens ont porté sur la gestion transitoire des armes et des munitions ainsi que sur l'importance d'obtenir la participation des chefs locaux à la prévention des conflits et à la démilitarisation des zones résidentielles. La MANUL a aidé par ailleurs le Ministère de la défense à formuler un code de conduite

pour l'appareil militaire, qui avait été conçu pour prévenir les affrontements récurrents et réduire autant que faire se peut les pertes civiles.

60. Les 8 et 9 août, en coopération avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le bureau des droits humains du Ministère de la défense, la MANUL a organisé un atelier à Tunis sur la protection des enfants dans les conflits armés. Les participants, dont des représentants de la Chambre des députés, des Ministères des affaires étrangères et de la défense, de la Commission militaire conjointe 5+5 et du Bureau du Procureur militaire, ainsi que des observateurs libyens et internationaux du cessez-le-feu et des experts juridiques et militaires libyens, ont rédigé une proposition d'amendements à la loi existante sur la criminalisation du recrutement d'enfants dans les forces armées et proposé des amendements connexes aux lois libyennes existantes, conformément aux normes internationales.

2. Gestion des armes et des munitions

61. Le 8 août et le 26 septembre, le Service de la lutte antimines de la MANUL et le Centre libyen de lutte antimines ont coprésidé la réunion mensuelle des partenaires d'exécution, avec la participation de donateurs et de représentants d'organisations non gouvernementales. Le 17 et le 25 septembre, le Service et le Centre ont également effectué deux visites conjointes d'assurance qualité des opérations de lutte antimines à Aïn Zara et dans des secteurs de la route de l'aéroport à Tripoli.

62. Le 10 et le 12 août, le Département des enquêtes criminelles du Ministère de l'intérieur du gouvernement désigné par la Chambre des députés a suspendu les activités de plusieurs partenaires de la lutte antimines à Benghazi et à Syrte et leur a confisqué leurs biens. La MANUL s'est concertée avec les autorités compétentes pour plaider en faveur de la levée de la suspension de ces activités vitales.

63. Du 22 août au 14 septembre, le Service de la lutte antimines de la MANUL et le Centre libyen de lutte antimines ont élaboré un plan d'intervention d'urgence pour lutter contre la contamination par les munitions explosives dans les six zones de Tripoli touchées par les affrontements armés des 14 et 15 août. Cinq équipes de neutralisation des explosifs et munitions ont éliminé plus de 180 restes explosifs de guerre. Du 23 au 28 septembre, le Service et le Centre ont évalué conjointement les zones contaminées à Derna, craignant que les inondations dans les villes du nord-est n'aient déplacé ou exposé des munitions explosives, mettant en péril la vie de civils, de travailleurs humanitaires et de représentants des autorités nationales. Outre la suspension des opérations des partenaires de la lutte antimines dans l'est, les dirigeants locaux n'avaient pas autorisé les équipes techniques à accéder à Derna pour des activités de déminage et d'éducation à la réduction des risques au moment de l'établissement du présent rapport.

3. Application de l'accord de cessez-le-feu

64. Aucune violation du cessez-le-feu n'a été enregistrée. La MANUL a continué d'appuyer la mise en place d'un mécanisme libyen efficace de surveillance du cessez-le-feu, capable de coordonner, de surveiller et d'évaluer les progrès relatifs au retrait des combattants étrangers, des forces étrangères et des mercenaires. Elle a également accompagné les mesures prises pour appliquer les dispositions de l'accord de cessez-le-feu, désamorcer les tensions et instaurer une confiance réciproque entre les acteurs libyens concernés. Les observateurs du cessez-le-feu de la MANUL ont continué d'épauler le comité de liaison libyen dans sa collaboration avec ses homologues du Niger, du Soudan et du Tchad. La situation au Niger et au Soudan, se caractérisant par des tensions persistantes entre l'Armée nationale libyenne et les groupes armés tchadiens le long de la frontière tchado-libyenne, a continué cependant d'entraver la progression de l'application du plan d'action sur le retrait des combattants étrangers,

des forces étrangères et des mercenaires, ainsi que le bon fonctionnement des comités de liaison.

D. Autonomisation des femmes

65. Le 3 septembre et le 1^{er} octobre, la Haute Commission électorale nationale, appuyée par l'ONU, a organisé une formation des formateurs de cinq jours sur les questions de genre, la sensibilisation électorale et les fonctions de direction, à l'intention de plus de 50 participantes des trois régions de la Libye.

66. Le 12 septembre, en collaboration avec le PNUD, l'UNICEF et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), la MANUL a lancé un programme de formation d'un an à l'intention de jeunes femmes. Il vise à renforcer les capacités de fonctions de direction, de prises de décision et de communication de 30 jeunes femmes de toute la Libye et à améliorer leurs connaissances sur le plan des élections, de l'égalité des genres, des médias, des droits humains, de la réconciliation et de la consolidation de la paix.

67. Du 10 au 12 octobre, le PNUD a organisé un programme de formation de deux jours visant à faire acquérir à 30 avocats dont 19 femmes, les connaissances, compétences et attitudes nécessaires pour promouvoir une gouvernance efficace en Libye. Les avocats ont simulé des scénarios de cas réels sur l'application des lois et la promotion des pratiques de bonne gouvernance, en tenant compte des rôles spécifiques des femmes et des jeunes dans la gouvernance locale et les élections municipales, aux niveaux national et local. Les formateurs du PNUD ont souligné le rôle essentiel des avocats dans la protection du processus démocratique au niveau local. La formation comprenait des séances sur l'importance du rôle des femmes et des jeunes dans la promotion d'une gouvernance équitable et représentative au niveau local.

E. Les jeunes et la paix et la sécurité

68. Le 12 août, à l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse en Libye, 10 représentants des jeunes ont rejoint l'ONU en Libye pour débattre de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la manière d'accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable en Libye. Les participants ont recommandé l'élaboration d'une stratégie nationale destinée à la jeunesse, la création d'un réseau structuré de jeunes, la lutte contre les violations des droits humains et la garantie de l'accès des personnes handicapées à leurs droits et à des services.

69. Le 4 septembre, le Fonds des Nations Unies pour la population a organisé un atelier de trois jours sur les politiques nationales consacrées aux jeunes, avec une équipe technique conjointe du Conseil national pour le développement économique et social, du Ministère de la jeunesse et du Conseil national de la jeunesse. Il a été animé par un expert qui a aidé des pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord à élaborer des politiques relatives aux jeunes, et a été suivi par 11 participants.

F. Coordination de l'assistance internationale

70. L'ONU a intensifié son intervention humanitaire d'urgence pour aider les personnes sinistrées à la suite de la tempête Daniel. L'équipe de pays des Nations Unies a activé son mécanisme d'intervention rapide et mis en place une structure de

coordination à l'intention des organismes des Nations Unies et des autres acteurs humanitaires sur le terrain. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a déployé une équipe d'évaluation et de coordination des catastrophes dans l'est de la Libye dans les 24 heures qui ont suivi les faits, en appui à l'intervention humanitaire, ainsi qu'une équipe visant à renforcer sa présence et l'action de coordination avec les partenaires locaux. Au 30 septembre, l'intervention humanitaire était pleinement opérationnelle et les mécanismes de coordination fonctionnaient à Benghazi et à Beïda. L'ONU en Libye a également continué de mettre en place le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2023-2025 en tant que stratégie globale d'appui à la transition de l'action humanitaire à l'action de développement et de consolidation de la paix, afin de faire avancer les objectifs de développement durable en Libye.

G. Aide à l'action humanitaire, à la stabilisation et au développement

71. Sur la base de plusieurs visites interinstitutions dans les zones touchées par la tempête Daniel, dont quatre missions de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général (Coordonnatrice résidente et Coordonnatrice de l'action humanitaire), il a été constaté que les besoins humanitaires étaient localisés et se confinaient à Derna et à plusieurs localités voisines dans l'est de la Libye. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires estime que 250 000 personnes ont été touchées, dont 44 862 déplacées par les inondations. Au 17 octobre, l'appel accéléré en faveur de la Libye (71,4 millions de dollars), visant à appuyer les priorités répertoriées en matière de santé : eau, assainissement et hygiène, santé mentale et appui psychosocial, produits non alimentaires et éducation, avait été financé à hauteur de 43 %. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'aide humanitaire, fournie par plus de 25 acteurs humanitaires nationaux et internationaux, avait été distribuée plus de 156 000 personnes. Une ligne téléphonique directe et des équipes mobiles d'urgence ont été mises en place pour apporter un soutien psychologique et des conseils aux familles touchées.

72. Les acteurs nationaux et internationaux ont entamé des dialogues sur la reconstruction. S'appuyant sur son partenariat avec le Fonds libyen de reconstruction Benghazi-Derna, dans le cadre de son programme de consolidation de la paix et de résilience au niveau local, le PNUD a déployé une équipe de renfort pour épauler le Fonds, notamment pour ce qui est de recenser les priorités à la suite des inondations, telles que la remise en état des infrastructures critiques et les possibilités de moyens de subsistance d'urgence. L'Union européenne, l'ONU et la Banque mondiale établissent une évaluation rapide et définitive des dommages et des besoins, pour appuyer le relèvement après la catastrophe et les efforts de reconstruction.

73. Sur la base de sa collaboration avec le Ministère libyen de la planification visant à appuyer le Fonds de reconstruction Benghazi-Derna et le Fonds Mourzouq, le 26 octobre, le PNUD a établi un nouveau partenariat avec le Fonds de la construction de Syrte, dirigé par la Libye, pour reconstruire et relever les zones touchées par le conflit. Le PNUD aidera le Fonds à planifier et à appliquer son mandat avec transparence et responsabilité, en portant son attention sur la remise en état des zones et des bâtiments endommagés par la guerre, l'amélioration de la prestation des services publics et la promotion de la réconciliation.

IV. Déploiement de la Mission et mesures de sécurité

74. L'Organisation des Nations Unies a maintenu en Libye une présence moyenne de quelque 183 agents recrutés sur le plan international et de 10 agents recrutés sur le

plan international en Tunisie. Les agents recrutés sur le plan international de la MANUL à Tripoli ont continué d'être hébergés dans le complexe d'Oea, protégés par l'Unité de gardes des Nations Unies qui compte 234 membres, et comprend un hôpital de niveau 1+, une équipe de soins en cas de maladie à coronavirus (COVID-19) et quatre chiens. À Benghazi, les membres du personnel ont continué d'opérer depuis le centre des Nations Unies. Des pourparlers se sont poursuivis en vue de la mise en place à Syrte et à Sabha de locaux à usage de bureaux qui soient sûrs pour permettre le déploiement des observateurs du cessez-le-feu de la MANUL à Syrte et renforcer les programmes de développement des Nations Unies dans les régions du centre et du sud du pays.

75. L'état de la sécurité demeure complexe, les risques étant élevés. Dans ce contexte opérationnel, l'ONU en Libye a maintenu une forte présence sur le plan de la sécurité à Tripoli et continué de se concerter avec les entités chargées de la sécurité en Libye et les partenaires internationaux. Au lendemain de la tempête Daniel, la MANUL a activé l'équipe de gestion de crise et déployé du personnel de sécurité supplémentaire à Benghazi pour fournir des informations, des analyses et des évaluations de la menace sur la situation dans l'est. Son unité de protection rapprochée a soutenu les missions des organismes des Nations Unies à Derna et Beïda.

V. Application des recommandations issues de l'examen stratégique indépendant de 2021

76. La MANUL a continué de s'employer à appliquer les recommandations formulées dans l'examen stratégique indépendant en redoublant d'efforts pour promouvoir la cohérence entre les quatre volets du dialogue, à savoir politique, économique, sécurité et droits humains et questions humanitaires. Elle met tout en œuvre pour accroître son efficacité au moyen des ressources existantes. Dans le cadre de l'urgence humanitaire dans l'est de la Libye, elle a accordé la priorité à l'intervention et à la gestion de la crise ainsi qu'au renforcement de sa présence, sur le plan de la sécurité et d'autres capacités d'appoint à Benghazi, afin d'accompagner l'acheminement de l'aide humanitaire.

77. La Mission a fait progresser les initiatives visant à renforcer l'intégration par l'application du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Elle continue, avec l'équipe de pays des Nations Unies, de coordonner l'application du plan de travail conjoint du Plan-cadre pour 2023.

VI. Observations et recommandations

78. La catastrophe de Derna est sans précédent dans les annales libyennes, ayant suscité des pertes massives en vies humaines et de vastes destructions de moyens de subsistance et d'infrastructures. Au-delà du coût humain, elle a révélé de graves défaillances sur le plan de la gouvernance ainsi que l'absence d'un mécanisme national efficace de gestion et de prévention des catastrophes. Alors que le pays se heurte à une multitude de problèmes en raison de l'effet des changements climatiques de plus en plus fréquents, la tragédie de Derna illustre la nécessité urgente de prises de décision politiques unifiées au niveau national. Cette catastrophe devrait servir de signal d'alarme à toutes les parties prenantes en Libye pour qu'elles s'unissent et s'accordent sur un règlement politique contraignant qui ouvre la voie à un processus électoral pacifique, seul moyen de doter le pays d'institutions légitimes et de garantir un avenir de paix.

79. L'élan d'unité, de solidarité et de soutien manifesté par les Libyens dans l'ensemble du pays au début de la crise humanitaire a suscité l'espoir d'une action commune pour la reconstruction de Derna et de ses environs. Je demande aux dirigeants politiques et aux institutions en Libye de mettre en place une plateforme nationale unifiée pour coordonner l'action de reconstruction, en intégrant efficacement les représentants des populations touchées, leurs opinions et leurs points de vue. La transparence et la responsabilité dans l'allocation et l'utilisation des fonds de reconstruction sont nécessaires pour rétablir la confiance du peuple libyen dans ses dirigeants.

80. Je prends note de l'adoption des lois électorales par la Chambre des députés. Mon représentant spécial a annoncé dans un communiqué qu'il invitait les principales parties prenantes institutionnelles à participer à une réunion afin de parvenir à un accord politique sur les litiges politiques qui subsistent concernant la mise en place du processus électoral. Je demande à ces parties prenantes de participer à cette initiative de bonne foi et dans un esprit de compromis pour briser l'impasse politique et ouvrir la voie à des élections inclusives, crédibles et transparentes.

81. Je me félicite de l'annonce de l'unification de la Banque centrale de Libye et des premières mesures qu'elle a prises pour harmoniser ses procédures bancaires et sa gestion exécutive. Je l'encourage vivement à continuer de s'engager sur cette voie positive et à appliquer pleinement les recommandations issues de l'audit financier international qui a été publié en juillet 2021, y compris la réactivation de son conseil d'administration.

82. Les affrontements armés à répétition dans les zones densément peuplées de Tripoli, Benghazi et Ghariyan sont très préoccupants, constituent un rappel brutal de la précarité de la situation politique et de l'état de la sécurité et mettent en relief l'urgence de régler l'impasse politique et de conduire le pays vers des élections. Ils illustrent également la fragmentation de l'appareil de sécurité qui pourrait compromettre l'action menée pour créer un environnement sûr et propice aux élections. En outre, l'évolution au Niger et au Soudan, ainsi que les hostilités à la frontière tchado-libyenne ont suscité des inquiétudes quant aux effets déstabilisateurs qu'ils pourraient avoir sur la Libye.

83. Je demeure profondément préoccupé par les violations généralisées du droit international, notamment le droit international des droits de l'homme en Libye, et par l'impunité des auteurs de ces actes. Les arrestations et détentions arbitraires dans tout le pays ainsi que l'érosion de l'espace civique mettent en évidence une transgression alarmante des droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique et portent atteinte à un climat propice aux élections. Je suis également inquiet de la militarisation croissante des opérations de maintien de l'ordre dans le pays et je souligne qu'elles doivent être menées par des organismes civils de maintien de l'ordre qui soient formés et équipés.

84. Les refoulements généralisés et les expulsions collectives de migrants et de demandeurs d'asile, dans des conditions inhumaines, doivent cesser. J'engage les homologues tunisiens et libyens à s'employer de concert à fournir la protection et l'assistance internationales requises aux migrants et aux demandeurs d'asile. J'exhorte les autorités libyennes à trouver d'autres solutions à la détention des migrants et à garantir un traitement humain à toutes les personnes détenues, l'objectif à long terme étant la décriminalisation, le traitement humain et l'accès aux procédures judiciaires. La poursuite des expulsions collectives de migrants et de demandeurs d'asile de la Libye vers les pays voisins est proscrite au regard du droit international et doit cesser. Je réaffirme que la Libye n'est pas un port de débarquement sûr et que tout réfugié ou migrant intercepté le long de la route de la Méditerranée centrale devrait se voir assigner un port de débarquement sûr, conformément au droit de la

mer, au droit maritime international, au droit international des droits de l'homme et au droit des réfugiés.

85. Pour régler la crise en Libye, il faut une direction active et une prise en main par le peuple libyen. L'ONU s'emploiera de nouveau à se concerter avec les parties prenantes libyennes, en facilitant un dialogue constructif et en favorisant une voie viable vers une paix et une stabilité durables. Au cœur de ce processus, il faut que les organisations régionales et autres, telles que l'Union africaine, la Ligue des États arabes et l'Union européenne, ainsi que les États Membres concernés, continuent d'appuyer fermement l'ONU et son action de médiation. Cette collaboration est essentielle pour garantir une approche unifiée et coordonnée de l'aide au peuple libyen. Il est fondamental que la communauté internationale s'exprime à l'unisson, notamment au Conseil de sécurité, pour manifester un appui sans équivoque aux aspirations démocratiques du peuple libyen à une paix et à un développement durables.

86. Je remercie le Représentant spécial, le personnel de la MANUL et l'équipe de pays des Nations Unies de leur action dévouée et inlassable en faveur du peuple libyen. Je tiens une fois de plus à remercier sincèrement le Gouvernement népalais d'avoir fourni le personnel de l'Unité de gardes des Nations Unies en Libye.
